

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja  
Mois d'août 2026

*Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).*

### **English summary**

#### **Nigeria**

- Macroeconomic situation: a GDP growth of 4.43% in Q2-2026, inflation falling to 15.43% in July, record level for foreign reserves;
- The NESG published its Q2-2026 Macroeconomic Outlook;
- Financial markets: Moody's upgraded Nigeria's outlook to positive, FTSE Russell confirmed the reclassification to "frontier market";
- President Tinubu approves a new framework to attract up to USD 50 bn in investment in deep-water offshore oil exploration;
- Nigeria approves the refinancing of a USD 4.5 bn oil-backed loan;
- Launch of the Tinubu Light Initiative to bring electricity to MSMEs;
- Several developments in the steel industry in Nigeria;
- Huawei strengthens its cloud infrastructure in Nigeria to support the development of agentic AI;
- Uber is ceasing operations in Nigeria.

#### **Ghana**

- Ghanaian state-owned enterprises return to profit in 2025;
- Inflation rises to 5.0% in August 2026;

- Perseus Mining's dividend payment to the State increases sevenfold in 2026;
- Ghana's bilateral debt restructuring advances with United States agreement;
- AfCFTA launches a continental digital trade corridor valued at USD 5.2 billion.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

# 1 325 NGN

C'est le taux de change pour 1 USD au 1<sup>er</sup> septembre 2026 ; soit une appréciation de 7,8% depuis le début de l'année 2026.

## Nigeria :

Poursuite de l'amélioration de la situation macroéconomique au Nigeria ; La NESG prévoit une accélération de la croissance en 2026, malgré une inflation persistante ; L'amélioration de la situation macroéconomique conduit Moody's à relever sa perspective et FTSE Russell confirme sa reclassification en marché frontière ; Approbation d'un nouveau cadre pour mobiliser jusqu'à 50 Md USD d'investissements dans l'exploitation pétrolière offshore en eaux profondes ; Approbation de Gazelle 2, un prêt adossé au pétrole de 4,5 Md USD ; Lancement de la Tinubulight Initiative pour électrifier les PME ; De nombreux développements dans l'industrie de l'acier au Nigeria ; Huawei renforce ses infrastructures cloud au Nigeria pour le développement de l'IA agentique ; Uber met fin à ses opérations au Nigeria.

## Ghana :

Les entreprises publiques ghanéennes renouent avec les bénéfices en 2025 ; L'inflation en hausse à 5,0% en août 2026 ; Le dividende de Perseus Mining à l'État multiplié par sept en 2026 ; La restructuration de la dette bilatérale du

Ghana s'étend aux créances américaines ; La ZLECAf lance un projet de corridor numérique continental valorisé à 5,2 Md USD.

# Nigeria

## Poursuite de l'amélioration de la situation macroéconomique au Nigeria

[Le bureau national des statistiques nigérian \(NBS\) a publié les résultats de croissance économique pour le deuxième trimestre 2026.](#) La croissance économique du Nigeria au T2-2026 s'élevait à +4,4% après +3,9% au T1-2026, en glissement annuel. Il s'agit du plus haut taux de croissance enregistré au deuxième trimestre depuis 5 ans.

Ce trimestre, la croissance nigériane a notamment été portée par la performance du secteur pétrolier, +7,3% au T2-2026, en forte hausse après une croissance de +2,6% au T1-2026. Une telle hausse entre le premier et le deuxième semestre était observée également en 2025 (+1,9% au T1-2025 puis +20,5% au T2-2025) et en 2024 (+4,7% au T1-2024 puis 10,08% au T2-2024).

Le secteur des services a enregistré +4,6% de croissance, après 4,3% au T1-2026 et cette performance a été portée notamment par les services financiers (+9,3%) et de télécommunications (+9,6%), comme au premier trimestre.

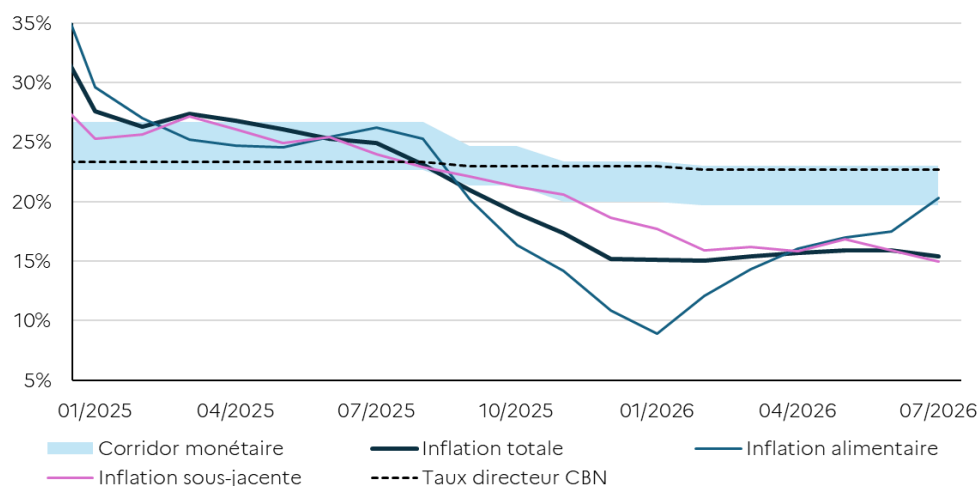
La croissance du secteur agricole était aussi à la hausse, enregistrant +4,4% après 3,1% au T1-2026. Le secteur industriel suit une tendance similaire, +3,9% après 3,5% au T1-2026. Dans l'ensemble, l'économie non-pétrolière connaît une croissance de +4,3%, en hausse par rapport à 3,9% au T1-2026.

[L'inflation est en baisse en juillet, à 15,4% après 15,9% en juin.](#) La hausse totale des prix se poursuit donc, mais à un rythme qui ralentit pour la première fois de manière significative (-48 pdb) depuis le début de l'année. Le taux d'inflation en glissement annuel s'élevait à 15,1% en janvier 2026 et a atteint 15,9% en mai.

L'inflation alimentaire, à 20,3% en juillet 2026, reste le moteur principal de l'inflation totale. L'inflation sous-jacente était de 14,7% en juillet après 15,4% en juin, soit une baisse de 70 pdb, signifiant un recul de 4,5%. Ainsi l'inflation sous-jacente reprend sa baisse entamée en avril 2025, après une période de stabilisation depuis février 2026.

Pour l'année 2026, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une inflation de 16% en moyenne et la Banque mondiale 15%.

## Évolution de l'inflation en glissement annuel au Nigeria depuis janvier 2025



Source : National Bureau of Statistics

Clef de lecture : L'inflation du Nigeria s'élève à 15,9% en juin 2026 (courbe bleu foncé), l'inflation alimentaire à 17,5% (courbe bleue) et l'inflation sous-jacente à 15,9% (courbe bleu clair). Le taux directeur de la CBN (pointillé noir) est de 26,5%. Le corridor monétaire est de -450/+50pts (aire bleu clair).

[Poursuivant sa hausse, le montant des réserves de change du Nigeria a atteint 53,9 Md USD au 1er septembre 2026](#), son plus haut niveau depuis 18 ans et représentant près de 10 mois d'import. Les réserves s'élevaient à 48,9 Md USD en janvier 2026 et 38,9 Md USD en janvier 2025.

### La NESG prévoit une accélération de la croissance en 2026, malgré une inflation persistante

[La croissance économique devrait accélérer jusqu'à 4,5% d'ici la fin de l'année, entraînant une hausse de la croissance du PIB pour l'année 2026 à 4,2%](#). Le NESG considère que les secteurs moteurs de croissance seront les secteurs pétrolier et manufacturier, l'agriculture et les services. La position extérieure du pays, notamment ses réserves de change, devrait continuer à se consolider et le taux de change rester stable.

Le rapport du NESG identifie en parallèle des difficultés auxquelles le pays continuera à faire face. Pour le NESG, l'inflation devrait rester élevée avec un taux moyen, au deuxième semestre et pour l'année, de 15,5%. Les performances du Nigeria devraient être nuancées par les risques sous-jacents liés à la situation sécuritaire, aux enjeux environnementaux, aux prix mondiaux de l'énergie et aux élections présidentielles prévues en janvier 2027.

**L'amélioration de la situation macroéconomique conduit Moody's à relever sa perspective et FTSE**

## Russell confirme sa reclassification en marché frontière

[Moody's Ratings a relevé la perspective de la note souveraine du Nigeria de stable à positive, en maintenant sa notation à B3, le 2 septembre 2026.](#) L'agence de notation justifie sa décision par l'amélioration de la position extérieure et la croissance économique qui dépasse les projections.

Pour Moody's, les excédents de compte courant, l'accumulation de réserves de change, la stabilisation du taux de change du NGN et la politique monétaire ont permis d'améliorer la stabilité et de renforcer la résilience macroéconomique du pays.

En dépit de ces évolutions positives, les pressions budgétaires persistantes ainsi que les fragilités institutionnelles expliquent le maintien de la notation souveraine du Nigeria à B3.

[La reclassification du Nigeria en marché frontière par FTSE Russell, filiale de la bourse de Londres, a été confirmée et sera effective dès le 21 septembre 2026.](#) Cette annonce fait suite à la décision publiée en avril 2026 par FTSE Russell de reclassifier le marché nigérian de « non classé » à « marché frontière ».

Cette décision témoigne des progrès du pays en matière d'infrastructures financières et boursières. Cette décision représente un signal fort pour les investisseurs internationaux sur l'amélioration des conditions de marché et la baisse du risque opérationnel. La visibilité accrue et l'accès facilité aux titres nigériens pour les investisseurs étrangers devraient profiter aux entreprises nigérianes cotées.

Cette reclassification prendra effet après trois ans d'exclusion, le pays ayant été retiré de l'indice en septembre 2023, en raison de contraintes sur le change et sur le rapatriement des revenus des investisseurs internationaux.

## Approbation d'un nouveau cadre pour mobiliser jusqu'à 50 Md USD d'investissements dans l'exploitation pétrolière offshore en eaux profondes

[Le Nigeria a mis en place un nouveau cadre fiscal pour les projets pétroliers et gaziers en eaux profondes qui, selon le gouvernement, pourraient mobiliser jusqu'à 50 Md USD d'investissements, à commencer par des projets tels que Bonga Southwest. Le président Bola Tinubu a signé le décret de 2026 relatif aux incitations pour les projets pétroliers et gaziers en eaux profondes.](#) Ce décret remplace le système en vigueur, fondé sur des négociations au cas par cas, par un cadre d'investissement transparent et fondé sur des règles. Il accorde aux concessions existantes en eaux profondes un délai courant jusqu'au 31 décembre 2029 pour prendre une décision finale d'investissement et bénéficier des incitations.

Ce cadre vise à fournir aux investisseurs des conditions fiscales plus claires et avantageuses grâce à des crédits d'impôt, pour les projets en eaux profondes qui n'ont pas encore été développés, sous réserve d'exceptions définies et des exigences en matière de contenu nigérian. Ces mesures sont destinées à améliorer les conditions commerciales des projets nécessitant d'importants investissements initiaux et de longues périodes de développement.

## **Approbation de Gazelle 2, un prêt adossé au pétrole de 4,5 Md USD**

[Le Conseil économique national \(NEC\) a approuvé le refinancement du projet Gazelle. Les autorités avaient initialement mis en place ce mécanisme de financement adossé au pétrole brut en 2023. Dans le cadre de l'accord initial de 3,3 Md USD, la société publique Nigerian National Petroleum Company \(NNPC\) avait contracté un prêt en USD, avec comme garantie des livraisons futures de pétrole brut. Le gouvernement va désormais remplacer ce mécanisme par un nouveau dispositif de financement de 4,5 Md USD baptisé « Projet Gazelle 2 ».](#)

Ce refinancement réduit immédiatement le volume de pétrole brut donné en garantie de 90 000 bpj à 78 750 bpj, soit une réduction de 12,5%.

Par ailleurs, le projet Gazelle 2 permettra à la NNPC de rembourser le solde de 1,5 Md USD au titre de la facilité initiale de 2023, tout en débloquent 3 Md USD supplémentaires de liquidités. Ce nouveau financement renforcera les réserves de change du Nigeria et permettra de financer des projets d'infrastructures prioritaires.

## **Lancement de la Tinubulight Initiative pour électrifier les PME**

[Le gouvernement fédéral a dévoilé l'initiative « Tinubu Light », un programme destiné à fournir des solutions d'énergie renouvelable à prix abordable à un million de micro-entreprises et de petites et moyennes entreprises. L'initiative cible 1 million de commerces et prévoit la création de 50 000 emplois. Elle repose sur mécanisme de financement répondant à la demande directe des PME. Le calendrier et le budget de l'initiative n'ont pas été communiqué publiquement.](#)

## **De nombreux développements dans l'industrie de l'acier au Nigeria**

[Macro Metals a signé un protocole d'accord en vue de céder son projet d'exploitation de minerai de fer d'Agbaja à RSIN Nigeria Limited. Cette transaction, de 5,67 M USD, permettrait de transférer cet actif à une entité liée à des capitaux chinois. Le gisement](#)

d'Agbaja recèle des réserves probables de 205 Mt, avec une teneur en fer de 45,7%. Cette opération s'inscrit dans une série d'investissements chinois, déjà réalisés ou annoncés, dans le secteur sidérurgique nigérian.

[Par ailleurs, le gouvernement a pris des mesures pour relancer la Delta Steel Company. Son propriétaire actuel, Premium Steel and Mines Limited, s'est engagé à investir plus de 1,3 Md USD pour réhabiliter et moderniser l'usine et relancer la production commerciale d'ici 18 à 24 mois.](#) Ce plan de relance pourrait créer environ 25 000 emplois directs et indirects. Cette évolution marque une nouvelle tentative de relancer l'un des projets industriels les plus ambitieux du Nigeria, mis en service en 1982 avec une capacité de production installée d'1 Mt d'acier par an, mais qui a ensuite connu des difficultés d'exploitation prolongées.

## **Huawei renforce ses infrastructures cloud au Nigeria pour le développement de l'IA agentique**

[Le groupe chinois Huawei a annoncé le lancement de son offre Agentic AI Cloud, une infrastructure cloud destinée à permettre aux entreprises et administrations nigérianes de développer et déployer localement des agents d'intelligence artificielle.](#) Cette nouvelle offre s'appuie sur les capacités de cloud hyperscale déjà déployées par Huawei au Nigeria depuis 2024 et vise notamment les secteurs financier, des télécommunications, de l'Internet ainsi que les administrations. Elle intervient alors que les autorités nigérianes cherchent à renforcer les capacités nationales de calcul et de stockage des données, notamment dans le cadre de la *National Sovereign Cloud Initiative*.

## **Uber met fin à ses opérations au Nigeria**

[Uber a annoncé la cessation immédiate de ses opérations au Nigeria et en Ouganda, après avoir quitté la Tanzanie en janvier 2026.](#) Dans le cadre d'une restructuration à l'échelle mondiale, l'entreprise indique que cette décision fait suite à une réévaluation de ses priorités commerciales et de ses axes d'investissement en Afrique. L'entreprise a ainsi annoncé une réduction de 10% de ses effectifs mondiaux, dans le cadre d'une réorganisation visant à réallouer ses ressources vers ses principales opportunités de croissance, notamment dans les véhicules autonomes. Implanté à Lagos depuis 2014, puis à Abuja depuis 2016, Uber précise que son retrait du Nigeria n'aura pas d'incidence sur sa présence dans ses autres principaux marchés africains, notamment en Égypte, au Ghana, au Kenya et en Afrique du Sud.



## Les entreprises publiques ghanéennes renouent avec les bénéfices en 2025

[Après quatre exercices déficitaires, les entreprises publiques ghanéennes ont dégagé en 2025 un bénéfice net agrégé de 19,8 Md GHS \(1,4 Md EUR\), après une perte de 2,3 Md GHS en 2024 \(- 0,1 Md EUR\).](#)

Selon le rapport de l'Autorité chargée des participations et de la gouvernance de l'État (SIGA), qui couvre 53 entreprises publiques, leurs revenus ont progressé de 28,1% en g.a. pour atteindre 176,4 Md GHS en 2025 (12,6 Md EUR). Le retour aux bénéfices reste toutefois concentré : 34 entreprises sur 53 étaient bénéficiaires en 2025 (35 en 2024).

La hausse des revenus est particulièrement marquée dans l'agriculture (+204%), l'industrie manufacturière (+115%) et les infrastructures (+92%). Dans l'agriculture, le Ghana Cocoa Board (COCOBOD), qui a généré 98,5% des revenus du sous-secteur est passé d'une perte de 5,7 Md GHS en 2024 à un bénéfice de 5,1 Md GHS en 2025, dans un contexte de hausse des volumes et des prix de vente du cacao. Ghana Water a représenté 87% des revenus du sous-secteur des infrastructures, tandis que la progression du secteur manufacturier tient principalement à la création du Ghana Gold Board (GoldBod).

Le redressement a également été largement soutenu par l'appréciation du cedi, qui a généré environ 11,7 Md GHS (834 M EUR) de gains de change et contribué à une baisse de 42,5% des charges financières. La compagnie nationale d'électricité (ECG), première entreprise publique par la taille de son bilan, a ainsi ramené sa perte nette de 8,3 Md GHS (537 M EUR) en 2024 à 2,5 Md GHS (179 M EUR) en 2025, principalement sous l'effet d'un gain de change de 12,2 Md GHS, tout en restant déficitaire pour la cinquième année consécutive.

## L'inflation en hausse à 5,0% en août 2026

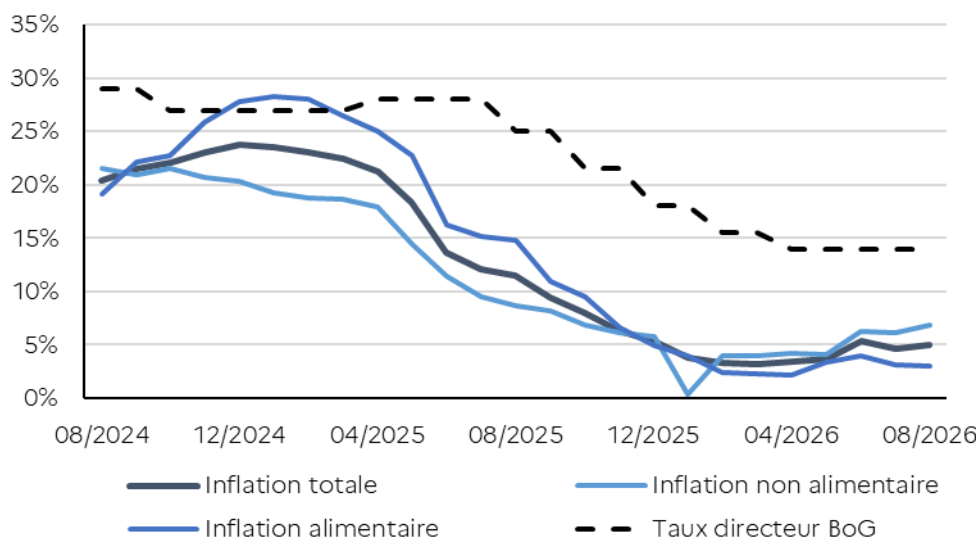
[L'inflation en g.a. s'est établie à 5,0% en août 2026, après 4,6% en juillet, demeurant nettement inférieure à son niveau d'août 2025 \(11,5%\).](#)

La composante non alimentaire a accéléré, s'établissant à 6,8% (6,1% en juillet), notamment sous l'effet du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des combustibles. L'inflation alimentaire a quant à elle légèrement baissé à 3,0% (3,1% en juillet). En glissement mensuel, l'indice des prix a reculé de 1,0% en août, après +0,1% en juillet.



Les tensions restent principalement domestiques : l'inflation des produits locaux s'est élevée à 6,1%, contre 2,2% pour les produits importés. Les services ont également enregistré une hausse des prix plus soutenue que les biens, à 8,6% contre 3,8%.

## L'inflation au Ghana depuis août 2024



Clé de lecture : l'inflation totale en g.a. (courbe bleu foncé) a culminé à près de 24 % fin 2024 avant d'entamer un mouvement baissier soldé par un point bas de 3,2 % en mars 2026. Depuis juin, elle se redresse pour évoluer autour de 5 %. L'inflation alimentaire (courbe bleu clair) a dominé l'inflation non-alimentaire (courbe bleue) sur 2025 avant d'être dépassée par cette dernière en mars 2026.

## Le dividende de Perseus Mining à l'État multiplié par sept en 2026

[Au titre de sa participation de 10% dans Perseus Mining Ghana, l'État ghanéen a perçu en 2026 un dividende de 391 M GHS \(35 M USD\), soit sept fois plus qu'en 2025 \(5 M USD\).](#)

Cette hausse intervient dans un contexte de prix de l'or élevés : sur les quatre premiers mois de 2026, la valeur des exportations aurifères ghanéennes a progressé de 30,8% en g.a. pour atteindre un total de 6,9 Md USD, malgré une baisse de 18,7% des volumes, sous l'effet d'une hausse de 60,9% du prix moyen réalisé, à 4 594 USD l'once.

Au Ghana, Perseus exploite la mine d'Edikan, détenue à 90% par le groupe, dont les réserves étaient estimées à 998 000 onces à fin juin 2026, pour une durée de vie estimée à plus de sept ans. À fin juin, Perseus avait par ailleurs versé environ 1,7 Md GHS de redevances minières et 4,2 Md GHS d'impôt sur les sociétés et de Growth and Sustainability Levy, illustrant l'importance des recettes publiques associées à l'activité de Perseus au Ghana.

## La restructuration de la dette bilatérale du Ghana s'étend aux créances américaines

[Le Ghana et les États-Unis ont conclu un accord bilatéral portant sur la restructuration de créances souveraines dues à l'Export-Import Bank of the United States \(US EXIM Bank\), la banque publique américaine de financement des exportations, dans le cadre du processus de restructuration de la dette extérieure engagé après le défaut de 2022. Ce 12<sup>ème</sup> accord intervient après celui conclu avec EXIM India le 30 mars.](#)

Cette avancée accompagne l'achèvement du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du FMI. Le Ghana poursuit désormais ses réformes dans le cadre d'un Instrument de coordination de la politique économique (ICPE) de 36 mois, sans financement, le FMI estimant qu'il ne présente plus de besoin actuel ou anticipé de financement de la balance des paiements à l'issue de la FEC. Le passage à cet instrument permet ainsi de maintenir un ancrage FMI et un suivi régulier des politiques macroéconomiques sans nouveau soutien financier du Fonds, dans un contexte d'amélioration de la soutenabilité de la dette.

## **La ZLECAf lance un projet de corridor numérique continental valorisé à 5,2 Md USD**

[Le Secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECAf\) et l'entreprise technologique ghanéenne Quest Ghana Limited ont signé un accord de coentreprise pour développer un corridor de commerce numérique continental, valorisé à 5,17 Md USD par Quest Ghana.](#)

La coentreprise, dont le siège sera établi aux Seychelles avec l'appui du gouvernement seychellois, doit concevoir et exploiter une infrastructure intégrant paiements transfrontaliers interopérables, place de marché numérique, services logistiques ainsi que des outils de négoce, de traçabilité et de règlement des minerais et matières premières.

Le projet vise ainsi à développer l'infrastructure nécessaire à la mise en œuvre du Protocole sur le commerce numérique de la ZLECAf, en réduisant notamment les frictions liées aux paiements et à l'exécution des transactions transfrontalières. La ZLECAf précise toutefois que les banques centrales nationales conserveront la détermination des taux de change et présente le Corridor comme une infrastructure complémentaire aux dispositifs de paiement continentaux existants. Pour les entreprises, le projet pourrait à terme générer des besoins dans les paiements, le cloud, la cybersécurité, la traçabilité, les infrastructures de marché et la logistique numérique.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

[jade.kichou@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.kichou@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : [jade.kichou@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.kichou@dgtresor.gouv.fr)